

De Tirana à Dubai, les maîtres du blanchiment de l'argent liquide

La justice belge vient d'obtenir, pour la première fois, la confiscation de plusieurs millions d'euros d'avoirs criminels en Albanie, grâce à une coopération inédite entre les autorités des deux pays.

ENQUÊTE

LOUIS COLART
(AVEC JO.MA., « KNACK » ET LA RTBF)

Si les organisations albanophones ont pris une place prépondérante dans le trafic de drogue international, cela s'explique notamment par la facilité avec laquelle elles blanchissent l'argent sale. Des maestros de l'argent cash. Des pros du liquide.

« Bien que la police nous ait signalé l'ampleur du problème posé par les organisations albanophones, nous n'en avons pas constaté les répercussions dans les signalements d'opérations suspectes de la part des banques », explique Kris Meskens, secrétaire général de la Cellule de traitement des informations financières (CTIF). « La raison est simple : les criminels albanais évitent les transactions via le système financier. Je me souviens encore d'une affaire datant d'il y a quinze ans, lorsque la mafia albanaise sévissait rue d'Aerschot, à Bruxelles. Les gains de la prostitution étaient collectés semaine après semaine et acheminés en Albanie en voiture. Et c'est toujours le cas aujourd'hui. » L'argent liquide transporté dans des véhicules munis de caches est très difficile à détecter. « Une fois à destination, ils peuvent facilement déposer l'argent sur un compte ou effec-

tuer des achats en espèces. De plus, ils utilisent aussi les cryptomonnaies, mais celles-ci ne transitent pas non plus par la Belgique », ajoute Kris Meskens.

« Un problème général en Albanie – y compris pour les investissements étrangers – était l'absence de cadastre », explique Frédéric Van Leeuw. « Cette situation facilitait naturellement le blanchiment d'argent via l'immobilier. » Selon la DJSOC, les investissements immobiliers en Albanie sont généralement effectués au nom de membres de la famille qui ne sont pas actifs dans les organisations criminelles. An Berger, pour la police fédérale : « Cela complique les saisies et nécessite une coopération accrue avec l'Albanie. »

Dubai a longtemps été une destination prisée par l'argent du crime albanais. Nous l'avions déjà évoqué dans de précédentes enquêtes. Et notamment le nom de Franc Gergely, récemment condamné pour assassinat par la cour d'assises de Bruxelles. Grâce aux données immobilières de Dubai vérifiées par nos confrères du Monde, nous pouvons apporter un nouvel exemple. Il s'agit de Flamur « Baksteen » S., un Albanais de 51 ans originaire de Deurne, actuellement poursuivi dans le cadre du vaste procès pour trafic de seize tonnes de cocaïne impliquant le narcotrafiquant Flor

Bressers. Cet Albanais, extradé de Turquie vers Bruxelles en février, est soupçonné d'être... un blanchisseur et passeur d'argent liquide. Les messages décodés attribués au trafiquant belge montreraient que son associé Flamur S. aurait levé 17 millions d'euros pour Bressers.

D'après les données immobilières de l'émirat, Flamur S. est toujours officiellement lié à deux appartements à Dubai : un appartement de 47 m² à Al Khail Heights et un autre de 132 m² à Liv Residence, loué de 2023 à 2024. L'avocat de Flamur S. n'a pas souhaité faire de commentaire en vertu de son secret professionnel.

Cinq millions d'euros d'avoirs saisis

L'enjeu pour l'Etat belge est aujourd'hui d'aller saisir les avoirs criminels en dehors de nos frontières. Notre enquête a pu relever une première victoire sur ce plan, passée jusque-là inaperçue.

Il y a quinze ans, Veip O., un citoyen albanais, occupait une petite maison ouvrière de Seraing. Lors d'une perquisition, des policiers découvrent dans l'habitation 166.285 euros en liquide. Dans le même temps, à Ans, les enquêteurs saisissent 5,2 kilos de cocaïne. L'homme est condamné : prison, amende et confiscation de près de 200.000 euros,

en plus de la somme retrouvée chez lui. La justice belge est toutefois confrontée à un obstacle. Officiellement, Veip O. ne possède rien. Aucun patrimoine confiscable. Mais une dizaine d'années plus tard, le même Veip O. réapparaît dans les données SkyECC. Dans les échanges, des messages laissent apparaître qu'il dispose bel et bien de certaines richesses ; non pas à Liège, mais à plus de 2.000 kilomètres de là, en Albanie. Dans l'impossibilité d'agir seule, la Belgique transmet les informations aux autorités locales.

S'appuyant sur ces éléments, et après avoir diligenté des investigations complémentaires, la justice albanaise ordonne la confiscation de deux comptes bancaires et de huit appartements détenus par Veip O. sur la côte adriatique. La valeur totale de ces avoirs est estimée à près de cinq millions d'euros, soit bien davantage que les 197.394 euros réclamés par la condamnation prononcée à Liège il y a quinze ans.

Le 16 avril, la confiscation en Albanie est devenue définitive. C'est la première fois qu'une telle décision se fonde sur une décision de justice belge. La Belgique espère désormais récupérer une partie des sommes saisies. *Le Soir*, *Knack* et la RTBF n'ont pas été en mesure d'entrer en contact avec Veip O. pour obtenir sa réaction.

Nous n'avons pas constaté l'ampleur du problème dans les signalements des banques, car les criminels albanais évitent les transactions via le système financier

Kris Meskens
Secrétaire général de la CTIF

”

« La corruption reste en partie endémique en Albanie, permettant aux profits criminels d'être réinvestis dans l'immobilier et le tourisme », analyse François Farcy. © ERIC STAELENS.



Le trafic de drogue a évolué du cannabis produit localement en Albanie vers son importation massive du Canada et des Etats-Unis via des plateformes comme Bierset

”

François Farcy « Je ne sais plus combien il y a de sociétés d'import-export de bananes en Albanie »

ENTRETIEN

JO.MA. (AVEC « KNACK » ET LA RTBF)

François Farcy est directeur de la police judiciaire fédérale Liège-Huy-Verviers. Il a travaillé plus de dix ans sur le crime organisé.

Comment ont évolué, en Belgique, les groupes criminels albanophones ? Quelles sont leurs spécificités ?

Ça a commencé au début des années 2000 avec des vols d'habitations à Verviers et une réputation de violence dans le milieu anversoïse de la prostitution. Ils ont rapidement développé une polycriminalité, incluant le trafic de cocaïne à petite échelle, la prostitution et l'immigration clandestine, comme en témoigne le clan Murati. Leur organisation est fortement basée sur la famille et le clan, adhérant au Kanun, un code ancestral d'omerta et de vengeance détourné par les criminels. Grâce à leur

diaspora étendue, ils sont devenus des acteurs internationaux majeurs, négociant d'égal à égal avec d'autres groupes criminels. La nature de leur violence a évolué, passant d'une hyperviolence publique à une violence plus « interne » ou déléguée via le « crime as a service ».

Comment le trafic de drogue, notamment de cocaïne, est-il devenu leur cœur de métier, et quelles sont les méthodes de blanchiment d'argent qu'ils privilégient ? Et quel rôle joue la corruption en Albanie dans la pérennisation et l'expansion de leurs opérations ?

Le trafic de drogue a évolué du cannabis produit localement en Albanie (comme à Lazarat) et de vols de marchandises vers l'importation massive de cannabis du Canada et des Etats-Unis via des plateformes comme l'aéroport de Bierset. La cocaïne est devenue une activité industrielle, avec des réseaux d'extraction

et d'importation établis en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest. Pour le blanchiment d'argent, ils sont passés de méthodes basiques comme le transport de cash et les transferts Western Union à des systèmes plus complexes, incluant l'achat de sociétés – je ne sais plus combien il y a de sociétés d'import-export de bananes en Albanie – et l'utilisation de cryptomonnaies. Des commerces de proximité comme les cafés et des barber shops peuvent également servir de façades. La corruption reste en partie endémique en Albanie, permettant aux profits criminels d'être réinvestis dans l'immobilier et le tourisme. Avec cette difficulté supplémentaire qu'en Albanie, on change d'identité comme de chemise. C'est ainsi qu'on se retrouve avec des Albanais qui ont des noms belges ou français.

Face à cette menace croissante, quelles sont les stratégies pour combattre ces

réseaux ? Comment se passe la collaboration avec les autorités albanaises ?

La coopération internationale s'organise via des projets comme Aton, piloté par la DIA italienne (Direction d'enquête antimafia) et qui regroupe 55 services de répression dans 45 pays pour soutenir les enquêtes sur les réseaux criminels organisés. Le projet européen Impact cible également les réseaux criminels les plus menaçants. Ces initiatives fournissent un soutien opérationnel, y compris le financement d'opérations, le déploiement de personnel et la traduction de documents. Dans une Albanie en pleine évolution, des accords de coopération sont signés et mis en œuvre face aux principaux défis qui incluent la lutte contre le blanchiment et la corruption d'autorités locales, qui entrave parfois la confiscation des avoirs criminels, rendant nécessaire l'intervention de la Spak, protégée et financée internationalement.